



Bureau régional
de Dakar

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

RAPPORT
ANNUEL

2017





WAKER MOUHAMED

AL HAMDOLILAH!

SL-9199-A

Une action multisectorielle pour la paix et le développement durable

Chers collègues, amis et partenaires,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2017 du Bureau régional de l'UNESCO Dakar, dont l'action et la représentation s'étendent au Burkina Faso, au Cabo Verde, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Niger, au Sénégal ainsi qu'au Mali, appuyé dans cet exercice par le Bureau national de Bamako.

A travers le monde, l'Agenda 2030 reste aujourd'hui l'outil fédérateur de la communauté internationale pour construire un monde de prospérité, de paix et de développement pour tous. Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) sont l'expression d'une vision partagée, globale et transformative pour changer le monde et améliorer le bien-être de toutes les populations. L'UNESCO a un rôle transformateur dans la mise en œuvre de cet agenda grâce à ces programmes d'éducation, de culture, de sciences, et de communication et information. Le présent rapport annuel fait ressortir la volonté de notre équipe de promouvoir l'innovation pour faire progresser les Agendas 2030 et 2063. Il constitue un riche témoignage des efforts constants qui ont été déployés en 2017 par notre équipe et de la profondeur de son engagement à faire avancer les idéaux et les objectifs de l'UNESCO.

J'aimerais saluer les efforts accomplis par l'équipe de l'UNESCO à Dakar et à Bamako qui a permis le développement des programmes multisectoriels visant à apporter des contributions interdisciplinaires aux problèmes complexes

confrontés par les Etats membres, renforcé des actions innovantes en matière d'autonomisation des jeunes et des femmes, de prévention de l'extrémisme violent, ainsi que de protection du patrimoine commun de l'humanité, afin d'améliorer les conditions de paix et de vies humaines dignes de nom en Afrique de l'Ouest (Sahel).

Je me félicite particulièrement que cette édition 2017 du rapport cite de manière concise un grand nombre d'activités entreprises en partenariat avec les commissions nationales pour l'UNESCO, les autres bureaux de l'UNESCO, les agences onusiennes, ainsi qu'avec les autres organisations multilatérales, la société civile et le secteur privé, dans le soutien que nous apportons à nos États membres. Permettez-moi de vous encourager à renforcer encore ces liens et ces partenariats en 2018, en vue de proposer des initiatives qui rassemblent les gens, de raffermir la solidarité intellectuelle et morale entre les peuples et de renforcer la conviction que l'humanité forme une seule et même famille, unie dans toute sa diversité.

Au nom de toute l'équipe de l'UNESCO à Dakar et à Bamako, je voudrais vous assurer de notre engagement à œuvrer davantage pour une collaboration encore plus fructueuse au service des peuples et des pays de la région.

M. Gwang-Chol Chang
Directeur p.i.
Bureau Régional de l'UNESCO Dakar

Table des matières

Education et apprentissage de qualité.....	5
Les Sciences Naturelles au service d'un avenir durable.....	13
Les Sciences Humaines et Sociales en faveur du dialogue et de l'inclusion.....	18
La Culture, force motrice de paix.....	23
Communication, liberté d'expression et accès à l'Information.....	31
Rapport financier.....	37
Notes.....	39
Revue de presse.....	40





**EDUCATION ET
APPRENTISSAGE
DE QUALITE**

En 2017, l'UNESCO Dakar a poursuivi sa mission de soutien aux États membres en vue d'une éducation et d'un apprentissage de qualité et inclusifs pour tous tout au long de la vie. Son action appuie la réalisation de l'Objectif de Développement Durable sur l'Éducation (ODD4) et des cibles liées à l'éducation d'autres ODD, en accord avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et avec sa Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025 (CESA 16-25). Elle couvre tous les niveaux et toutes les voies d'apprentissages, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, en passant par l'alphabétisation des jeunes et des adultes et à travers l'éducation formelle, non-formelle et informelle.

Éducation 2030 : plein régime sur l'ODD4

Intégrer l'ODD4 dans la planification nationale

L'UNESCO Dakar accompagne l'intégration de l'ODD4 dans la planification nationale de l'éducation en réponse aux défis et aux besoins des pays et en cohérence avec la CESA 16-25.

En 2017, le Bureau a facilité, dans la sous-région, le dialogue sectoriel et interministériel et le renforcement des capacités nationales de planification, de gestion et de suivi des systèmes éducatifs dans la perspective de l'apprentissage tout au long de la vie. Le travail a consisté, en particulier, à développer du matériel, des outils et des guides visant à renforcer les capacités des administrations nationales de l'éducation et d'autres familles d'acteurs en matière d'adaptation et de localisation de l'ODD4-Education 2030. De plus, des ateliers et des forums virtuels ont facilité l'échange de connaissances et d'expériences entre pays.

Le Mali et le Sénégal ont notamment bénéficié d'un accompagnement technique dans le cadre du programme pilote de renforcement des capacités pour l'éducation (CapED) sur l'ODD4.

Au Mali, les résultats de l'analyse sectorielle ont été approfondis par divers groupes d'acteurs et les réponses que l'ODD4 peut apporter aux causes sous-jacentes des défis du secteur de l'éducation ont été identifiées. Des réflexions ont été menées avec les acteurs de l'éducation sur la pertinence du système éducatif malien et sur la nouvelle vision de l'apprentissage tout au long de la vie. Au Sénégal, le CapED a appuyé le développement d'un modèle de simulation de politiques éducatives qui comprend le chiffrage des ressources nécessaires pour atteindre l'ODD4. De plus, les capacités nationales ont été renforcées en vue du développement des Comptes Nationaux de l'Éducation, instrument important pour la prise de décision politique holistique en matière de financement. Dans les deux pays, l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) a appuyé le renforcement des capacités et des systèmes de données et d'informations dont la détermination des indicateurs de l'ODD4 pertinents pour les politiques nationales.

Depuis avril 2017, l'UNESCO Dakar assure les rôles de chef de file des partenaires techniques et financiers en éducation et d'agence de coordination du Groupe local des partenaires de l'éducation au Sénégal.



Sur le plan régional, une équipe de travail régionale sur le renforcement des systèmes éducatifs a été mise en place par l'UNESCO Dakar dans le cadre du Groupe régional de coordination sur l'ODD4-Education 2030 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GRC4-AOC) afin de favoriser les synergies entre les partenaires actifs dans le domaine.

Consolider les partenariats

Le Groupe régional de coordination sur l'ODD4-Education 2030 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GRC4-AOC), établi en mai 2016 et placé sous la coordination de l'UNESCO Dakar, a élargi son champ d'action en 2017. Trois nouvelles équipes de travail (l'enseignement supérieur, l'enseignement et la formation techniques et professionnelles et l'éducation de la petite enfance) ont été créées. Elles s'ajoutent aux trois équipes lancées en 2016, oeuvrant dans les domaines du renforcement des systèmes éducatifs, de l'enseignement et l'apprentissage (TALENT) et de l'égalité des genres et l'éducation inclusive, dont les deux premières sont coordonnées par l'UNESCO Dakar.

Le Bureau, à travers le GRC4-AOC, a œuvré pour faciliter le partage d'expériences entre les partenaires et le lien entre les processus et les discussions au niveau mondial et les défis et les réalités au niveau des pays.

Des réflexions sont aussi engagées avec l'Union africaine pour un meilleur alignement de la coordination de l'ODD4 avec celle de la CESA 15-26 dans la région.

Renforcer la pertinence de l'éducation

Les jeunes constituent un potentiel énorme pour le développement de l'Afrique. L'éducation ne leur permettant toutefois pas d'acquérir les compétences nécessaires pour déployer pleinement leurs aptitudes à transformer leur vie, celle de leur famille et des autres, ils vont chercher ailleurs des sentiments de réussite. L'UNESCO (Siège et Dakar), dans son rôle de laboratoire d'idées, prépare une publication « Repenser l'éducation en Afrique » visant à susciter le débat sur le rôle transformationnel de l'éducation en réponse aux défis émergents en Afrique. L'UNESCO a également poursuivi deux recherches initiées en 2016 sur la pertinence de l'éducation post-basique par rapport aux réalités changeantes de la jeunesse et sur les politiques et les pratiques éducatives ayant tiré parti des valeurs positives des cultures africaines.

Les résultats de ces études alimenteront les réflexions en cours sur de nouvelles orientations pour l'éducation. Trois notes d'orientation présentant des options et recommandations sur l'intégration de l'ODD4 dans la planification de l'éducation nationale, sur l'éducation en situation d'urgence et de crises prolongées et sur l'éducation à la santé sexuelle et reproductive ont également été produites.



Donner à chacun l'opportunité de pouvoir façonner son avenir et le monde

Améliorer la qualité des enseignements-apprentissages

Au cours de l'année écoulée, l'UNESCO Dakar a concentré ses ressources sur deux interventions phares jugées critiques pour l'amélioration des enseignements-apprentissages dans les pays du Sahel et, plus largement, d'Afrique subsaharienne. La première intervention est l'élaboration d'un « Cadre d'orientation pour la professionnalisation des enseignants de l'éducation de base en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Ce document répond à la demande formulée en octobre 2016 par les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre lors de l'atelier inaugural du Réseau des éducateurs pour la transformation de l'enseignement-apprentissage (TALENT).

Le Cadre d'orientation a pour objectif de guider les pays dans leurs efforts d'amélioration de la qualité de l'enseignement. Il traite du cadre curriculaire pour la formation des enseignants dans le contexte des ODD, de la CESA 16-25 et des évolutions des conditions de recrutement, de formation et de certification des enseignants. Il aborde également la question de leur déploiement équitable afin d'offrir un meilleur encadrement à tous les apprenants. Le « Cadre d'orientation pour la professionnalisation des enseignants de l'éducation de base en Afrique de l'Ouest et du Centre » sera publié au cours du premier trimestre 2018, en collaboration avec les bureaux de l'UNESCO à Abuja et à Yaoundé.



La seconde intervention porte sur le renforcement des systèmes d'évaluation des apprentissages des élèves. L'analyse des résultats de l'enquête en ligne lancée en juin 2017 montre des faiblesses dans les dispositifs nationaux qui doivent mesurer régulièrement les apprentissages et guider les décideurs sur les mesures à prendre pour améliorer la qualité de l'éducation. Ces lacunes ont été discutées plus en profondeur lors de l'atelier régional du TALENT sur le renforcement des systèmes nationaux d'évaluation des apprentissages, qui s'est tenu en décembre 2017. Les 17 pays participants et les principaux acteurs régionaux et internationaux intervenant dans ce domaine (ADEA/NALA, OCDE/PISA-D, IEA, ELAN, PASEC, SEACMEQ, UNESCO-UIL, UNICEF, PME, Brookings Institution, etc.) y ont dégagé une liste de besoins de renforcement des capacités et de partage de connaissances et d'expériences que le TALENT inscrira dans ses actions prioritaires en 2018 et 2019.

Au niveau des pays, l'UNESCO Dakar a poursuivi ses interventions en faveur des enseignants du Mali et du Niger dans le cadre des CapED :

- ▶ un module de formation des animateurs en lecture, en écriture et en mathématiques a été élaboré en langue nationale du Mali, le bambara, avec le Centre national des Ressources de l'Education non formelle. Ce module est retenu comme document national de formation des animateurs.

- ▶ des modules sur la didactique, la pédagogie active et l'approche réactive en matière de genre ont été introduits dans les programmes de formation initiale des 11 Écoles normales d'instituteurs du Niger pour que les futurs enseignants donnent plus de sens aux apprentissages et pour éliminer les stéréotypes de genre dans l'enseignement

des sciences et mathématiques. Deux autres modules sur le leadership pédagogique et la gestion de l'administration scolaire y ont également été intégrés pour préparer les enseignants à assurer la direction d'une école. Les réflexions sur la formulation d'une politique des enseignants du primaire et du secondaire ont été initiées et se poursuivront en 2018.

Apprendre à vivre ensemble

Éducation au développement durable (EDD)

Les activités concernant l'EDD s'alignent avec le Programme d'action global (PAG) pour l'EDD, qui aborde des thèmes tels que le changement climatique, les conditions de vie durables et la citoyenneté responsable et engagée. En 2017, l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'EDD dans les sept pays du Sahel couverts par le bureau a révélé que la plupart des documents de politique éducative se réfèrent aux concepts liés au développement durable, mais que la mise en œuvre de la politique nécessiterait un engagement politique accru et un renforcement des capacités des parties prenantes. L'UNESCO devrait accélérer la mise en œuvre du Programme d'action global dans les années à venir, avec un accent plus particulier sur le changement climatique.



Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM)

En 2017, les activités ont été focalisées sur les questions émergentes liées à la prévention de l'extrémisme violent (PVE), guidées par les décisions du Conseil exécutif de l'UNESCO et le Plan d'action des Nations Unies pour la PVE en 2015. Le Bureau de Dakar a organisé un atelier régional sur "L'éducation pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel" à l'intention des parlementaires, des décideurs et des formateurs d'enseignants de haut niveau de 10 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Une "Consultation nationale sur la situation des prisons au Sénégal : Amélioration des conditions de détention, de réinsertion sociale et prévention de l'extrémisme violent par l'éducation" a également été organisée.

En Gambie, en collaboration avec la Commission nationale pour l'UNESCO, le Bureau a soutenu un atelier de formation sur "la paix, le développement durable et la citoyenneté mondiale" à l'intention de 200 jeunes. Le Bureau a également renforcé ses partenariats avec des établissements universitaires et des centres de recherches, tels que le *Timbuktu Institute*, qui s'emploie à promouvoir la paix, ainsi qu'avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) et le Teachers College de l'Université de Columbia où les étudiants ont élaborés des programmes d'enseignement sur les droits de l'homme.

Promouvoir les compétences pour la vie et le monde du travail

Depuis plusieurs années, l'UNESCO Dakar contribue à la lutte contre le chômage des jeunes dans les pays du Sahel en renforçant l'enseignement et la formation techniques et professionnelles (EFTP), l'alphabétisation et l'éducation non formelle (AENF) et l'enseignement supérieur.

En particulier, plusieurs travaux antérieurs ont été révisés en vue d'une publication. Il s'agit d'une Note de problématique qui explique la pertinence d'associer l'AENF et l'EFTP pour développer chez les jeunes des compétences génériques, techniques et professionnelles appropriées par rapport à la demande sociale et aux besoins du secteur économique. Celle-ci s'ajoute à l'étude réalisée au Mali sur l'utilisation des TIC dans cette synergie et à un document de capitalisation sur les institutions Al-azhar qui offrent à des jeunes analphabètes et déscolarisés des opportunités de formation professionnelle intégrant les TIC en vue de leur permettre d'accéder à un emploi décent.

Au Sénégal, le CapED a appuyé la validation d'un dispositif pour la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) des « facilitateurs » (agents d'alphabétisation non-reconnus par l'Etat) exerçant dans les centres de formation. Trois guides (sur l'évaluation, la certification et la candidature à la VAE) ont été élaborés. 800 facilitateurs (dont 640 femmes) ont été invités à se présenter à l'examen pour la VAE. Le CapED a également accompagné l'adaptation des référentiels de formation des jeunes en menuiserie bois dans la langue nationale, le wolof. Avec l'intégration des TIC, dont la production d'animations vidéos illustrant les leçons en wolof, ce nouveau modèle d'apprentissage devrait permettre d'attirer plus de jeunes dans cette filière qui peine à trouver des apprentis.



En réponse à la forte demande des pays, l'UNESCO Dakar promeut l'introduction des langues et des cultures africaines dans l'éducation comme approche d'amélioration des performances des élèves, notamment en lecture. Dans ce sens, un paquet de ressources pour la formation des formateurs en éducation bilingue dans les pays de la Francophonie, élaboré en collaboration avec l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), l'UNESCO Abuja et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), a été finalisé et validé en 2017. En outre, l'appui au renforcement de la coopération sud-sud, facilité par l'UNESCO Dakar, a permis d'harmoniser l'orthographe de deux langues nationales (manjacco et sérère) en Gambie et au Sénégal en vue de leur utilisation dans les programmes d'éducation formelle et non-formelle.

En matière d'enseignement supérieur, l'UNESCO Dakar a initié un appui à la mise en place ou au renforcement des capacités des structures nationales d'assurance-qualité en Gambie, au Mali, au Niger et au Sénégal. De plus, le projet « Valorisation du patrimoine culturel et éducation à la citoyenneté au Sénégal », financé par la coopération italienne pour le développement, a été lancé. Il vise à renforcer les capacités de l'Université Cheikh Anta Diop et de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis en pédagogie universitaire. Il appuie également la formation aux métiers de gestion du patrimoine, la formation à la citoyenneté et à la paix et la formation en langue italienne fonctionnelle.

Contribuer à des modes de vie sains et à l'égalité des genres dans l'éducation

Amélioration de la qualité et couverture de l'éducation sexuelle complète

L'UNESCO Dakar a apporté un soutien technique et financier pour que le secteur de l'éducation d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) puisse doter les enfants et jeunes de connaissances, de compétences et d'attitudes leur permettant d'avoir des relations sociales et sexuelles saines, respectueuses, épanouissantes et promouvant l'égalité des genres.

L'UNESCO Dakar a ainsi soutenu l'élaboration d'un curriculum d'éducation sexuelle complète (ESC) consolidé au Sénégal, d'un curriculum d'ESC pour le primaire au Gabon, d'outils de formation des enseignants en Côte d'Ivoire et au Ghana. L'UNESCO Dakar a également initié, en partenariat avec le Réseau Africain d'Education à la Santé et à la Citoyenneté (RAES), le développement d'une application pour smartphone afin que les adolescents plus à risque d'exposition au VIH puissent avoir accès à l'ESC.

Promotion d'un environnement favorable à l'éducation pour la santé et le bien-être

L'UNESCO Dakar porte deux messages complémentaires dans les mécanismes de coordination sur le VIH et l'éducation: pour atteindre les cibles de l'ODD4, le secteur de l'éducation doit répondre au VIH, aux grossesses chez les adolescentes et aux violences basées sur le genre. En AOC, l'éducation est un pilier de la prévention et de la réponse à ces menaces. L'UNESCO Dakar a publié, seule ou en partenariat, des notes d'orientation pour présenter ces messages.

La dissémination de données sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes, la production de données sur les programmes d'éducation sexuelle (étude conduite au Gabon) et la promotion des Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle contribuent également à un environnement favorable.

Réponse aux violences de genre en milieu scolaire

L'UNESCO Dakar soutient le Cameroun, le Togo et le Sénégal dans leurs réponses aux violences de genre en milieu scolaire (VGMS) par le biais de formations, de l'élaboration d'un outil d'analyse et d'imagerie de cette réponse (AnImRS) et d'études diagnostiques. La validation des diagnostics conduits dans les trois pays a débouché sur des plans d'actions concrets visant les curricula, la formation des enseignants, la réglementation et la planification sectorielle. Ces plans seront exécutés en partenariat avec l'UNICEF et Plan International, avec le soutien financier de la France. Au Mali, le projet sur l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes à travers l'éducation, financé par la KOICA (République de Corée), a été lancé. Il sera mis en œuvre dans les régions de Ségou, de Mopti, de Tombouctou et dans le district de Bamako. Dans le District de Bamako et de la région de Tombouctou 350 reçoivent une formation sur leurs rôles et responsabilités et sur la prise en compte de la dimension genre dans les activités quotidiennes de la vie scolaire, qui se poursuivra en 2018.



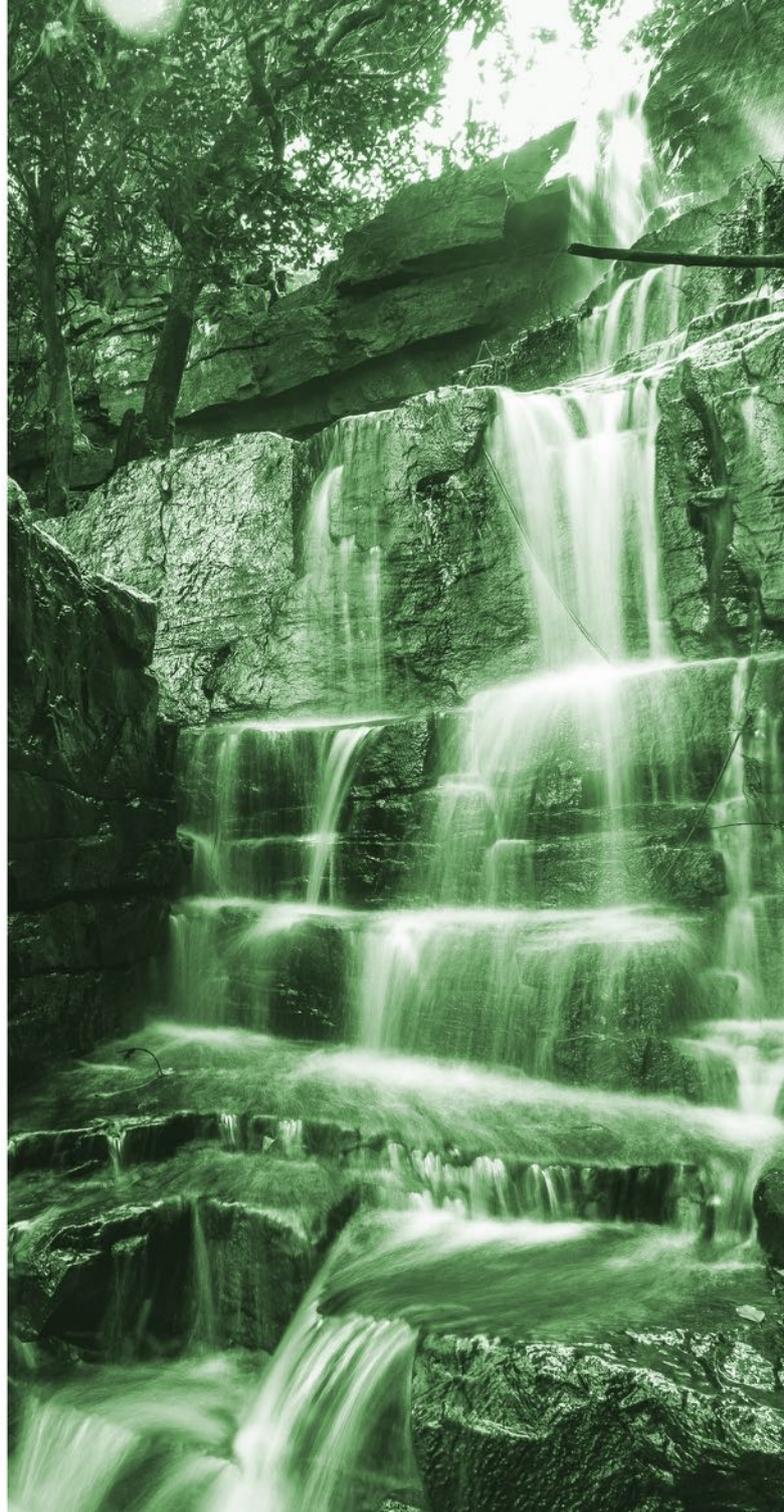


**LES SCIENCES
NATURELLES
AU SERVICE
D'UN AVENIR DURABLE**

La Section des Sciences Naturelles et Exactes du Bureau de l'UNESCO Dakar appuie les sept états membres de son cluster en promouvant une forte gestion et politique des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (STI), une approche intégrée de la gestion des ressources en eau et la gestion efficace de l'environnement, mettant l'accent sur l'utilisation avantageuse du programme de l'UNESCO sur l'Homme et la Biosphère (MAB). Dans ces domaines, le Bureau promeut la valorisation des ressources humaines et les connaissances nécessaires à l'impact des sciences au niveau du développement socio-économique des États membres.

Développer les capacités pour la gestion des systèmes nationaux relatifs à la Science, à la Technologie et à l'Innovation

Au cours des dernières années, les pays couverts par le Bureau de Dakar ont réalisé des progrès considérables dans le développement de leurs mécanismes nationaux en matière de STI. Le Cabo Verde possède aujourd'hui un projet de politique en matière de STI et un département à part entière en charge des STI. Le Burkina Faso a fait des sciences et de la technologie une priorité au développement en créant un ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation. Le pays a adopté une politique nationale pour la recherche scientifique et technique, les objectifs stratégiques visant à développer la recherche développement ainsi que l'application et la commercialisation des résultats issus de la recherche.



Le Niger, avec l'appui de l'UNESCO, a fait des progrès dans sa politique des STI (POSTINI) et se penche sur l'amélioration des instruments de politique dans le cadre de la plateforme UNESCO GO-SPIN. La Gambie a finalisé sa politique des STI et travaille sur l'amélioration des instruments de politique dans le cadre de la plateforme UNESCO GO-SPIN. Elle a mis également à jour les indicateurs et données statistiques de sa politique des STI avec l'appui de l'Institut de Statistique de l'UNESCO basé à Dakar. Le Sénégal, quant à lui, a amélioré son système des STI en mettant en place plusieurs stratégies pour renforcer l'impact des STI dans le cadre du développement économique et social du pays.

Pour apporter son appui à ces innovations, l'UNESCO a organisé de nombreuses activités de renforcement des capacités entre 2014 et 2017 et a formé plus de 111 gestionnaires sur la gestion de systèmes des STI, sur le GO-SPIN et les indicateurs STI, de même que sur l'amélioration des compétences en STI/STEM. De plus, le Bureau a contribué à la promotion des compétences en matière d'innovation et de gestion de développement de l'entreprise dont ont bénéficié de jeunes entrepreneurs dans la zone. Dans ce cadre, le Bureau a formé 50 jeunes entrepreneurs entre 2014 et 2017, la dernière étant une activité intersectorielle avec la section des Sciences humaines et sociales, dans le cadre de la Stratégie Globale en faveur des jeunes dans le Sahel, qui s'est tenue à Praia, Cabo Verde. Le Bureau a ouvert la voie aux STEM/STI pour les jeunes en les invitant à un dialogue pendant la Journée mondiale de la Science en novembre.

Gestion durable des réserves de biosphère

La résilience et les moyens de subsistance des communautés dans le Sahel dépendent fortement de la diversité et de la santé des écosystèmes. Cependant, l'environnement de la zone est très précaire et vulnérable aux changements climatiques et aux problèmes d'origine humaine dont les principaux sont la désertification, les inondations et la croissance démographique avec ses lourdes répercussions sur les ressources naturelles disponibles. La stratégie de l'UNESCO, l'Homme et la Biosphère, pour la conservation de l'environnement, aide les pays membres à trouver des solutions aux problèmes environnementaux à travers la recherche scientifique et ses applications, y compris l'utilisation des connaissances locales. Il existe douze réserves de biosphère dans cinq des sept pays couverts par le Bureau, l'une étant transfrontalière. La Gambie et le Cabo Verde sont toujours dans le processus d'identification des sites à inclure dans le Réseau Mondial des Réserves de Biosphère. L'UNESCO a appuyé les États membres pour qu'ils puissent participer globalement aux activités régionales, telles que les rencontres africaines sur l'Homme et la Biosphère (AFRIMAB) à savoir la 5ème Session de septembre 2017 tenue au Nigeria.



Un atelier tenu en septembre 2016 à Saint-Louis, Sénégal, a permis la vulgarisation du Plan d'Action de Lima et de la Stratégie MAB 2015-2025 aux principaux responsables et coordinateurs des sites MAB au Sénégal, en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger. Au total, 30 environnementalistes et responsables MAB ont été ciblés avec divers appuis et activités de formation tenues dans la région au cours du biennium.

L'impact de l'exploitation minière sur les sites protégés revêt une importance croissante. Ce genre d'activité constitue une menace aux concepts mêmes, fondamentaux, de la Stratégie sur l'Homme et la Biosphère. Les secteurs des Sciences et de la Culture ont travaillé en étroite collaboration pour appuyer les responsables de la réserve de biosphère du Niokolo-Koba au Sénégal, qui se trouve aussi être un site du Patrimoine mondial, afin de trouver des solutions aux menaces subis par le lieu, soumis à l'exploitation minière. Dans le cadre de ses activités, l'UNESCO a apporté son appui pour le zonage du site MAB et la conduite d'un recensement des mammifères.

De même, les jeunes ont bénéficié des travaux de l'UNESCO sur la conservation de l'environnement et l'atténuation de l'impact du changement climatique. En octobre 2015, l'UNESCO a organisé une simulation du COP 21 en faveur de plus de 30 jeunes maliens à Bamako et, encore en novembre 2016, une autre avec 25 participants environ, issus des clubs et associations de jeunes pour les travaux préparatoires de la COP 22.



Renforcer les capacités pour la gestion des ressources en eau

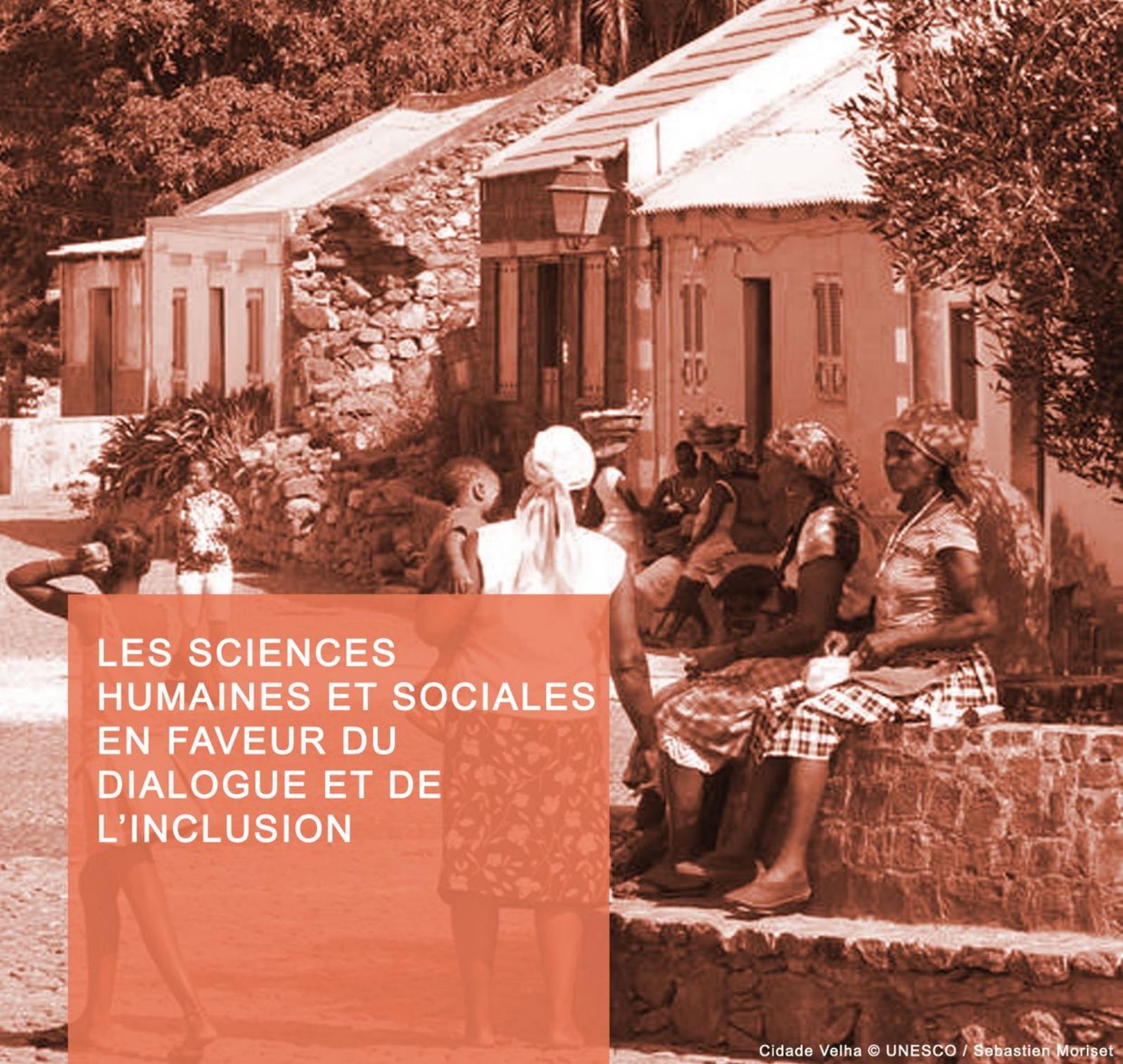
L'eau est un atout essentiel dans le Sahel mais elle est confrontée à plusieurs défis, les principaux étant le changement climatique, les catastrophes naturelles, telles que les inondations, les pressions démographiques causées par la migration et la surexploitation, et une gestion inefficace. Une grande partie des ressources en eau sont souterraines et la gestion efficace des nappes aquifères est une question cruciale, même les îles du Cabo Verde ne sont pas épargnées par l'influence du climat sahélien sur les ressources en eau. Il existe plusieurs bassins hydrographiques avec surveillance des ressources en eau de surface. Il existe également des institutions de recherche et d'apprentissage pour la formation d'hydrauliciens, de techniciens et d'experts dans la région. Malgré ces évolutions louables, la gestion des ressources en eau, y compris les ressources partagées transfrontalières, demeurent problématiques. Les compétences insuffisantes nuisent aux Etats membres, à cause des crises économiques qui limitent les opportunités d'emploi pour les nouveaux experts formés et le remplacement du matériel obsolète ou l'achat de nouvel équipement pour le contrôle de la qualité de l'eau et la gestion des sinistres telle que l'inondation.

Depuis 2014, l'UNESCO Dakar a mené plusieurs activités pour aider à la formation du personnel technique et d'encadrement des agences et ministères en charge de l'eau dans la région. L'accent a été mis sur le renforcement des capacités pour la gestion des ressources en

eaux souterraines, la qualité de l'eau, la politique de l'eau et l'Approche Intégrée de la Gestion des Ressources en Eau (AIGRH). Les cours de formation organisés comprennent celui sur les méthodes d'évaluation de la réalimentation de nappes souterraines dans les zones arides et semi-arides, mais aussi sur les techniques de gestion artificielle ; des formations régionales sur la politique en matière d'eau et un atelier sur l'acquisition des données, la qualité des données et la gestion des ressources hydriques. Les Bureaux de Dakar et Yaoundé ont co-organisé une activité conjointe pour le G5, en collaboration avec la Fondation 21e à Ouagadougou en mai 2016. Le Bureau de l'UNESCO Dakar a mené la réalisation d'un projet des Nations-Unies sur la gestion de l'eau transfrontalière, dans le cadre de la Stratégie intégrée du Sahel (UNISS) depuis 2014. Au total, 110 agents des ministères en charge de l'eau ont bénéficié de la formation sur la gestion des ressources en eaux souterraines. Les participants, à travers leur rapport, ont montré un vif intérêt pour ce genre d'activités étant donné que celles-ci les aident à gagner en efficacité dans leur travail.

Le Bureau a déployé de nombreux efforts pour assister au mieux les États membres dans la région. Il reste encore confronté à un certain nombre de défis tels que le montant des financements alloués, qui a restreint le nombre de pays pouvant bénéficier de certaines activités, et l'étendue de la zone couverte rendant l'organisation d'activités régionales souvent très onéreuse et donc limitant soit le nombre de participants physiques, soit le nombre de pays participants.





**LES SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES
EN FAVEUR DU
DIALOGUE ET DE
L'INCLUSION**

L'Afrique de l'Ouest est la région la plus jeune du monde. Les pays couverts par le Bureau de Dakar sont particulièrement marqués par un contexte socio-économique et démographique problématique et tous les pays de la région Sahel (à l'exception du Cap Vert) se situent dans la catégorie des pays à « faible développement humain ». Le manque d'emploi et le sous-emploi des jeunes est au cœur de la problématique de la pauvreté et de l'exclusion sociale. La dynamique sociodémographique exceptionnelle de la région, qui suscite la peur des uns et suggère l'espoir des autres, appelle incontestablement les élites et leurs partenaires à penser et à préparer « l'avenir que nous voulons ».

Promouvoir la recherche multidisciplinaire en Sciences humaines et sociales

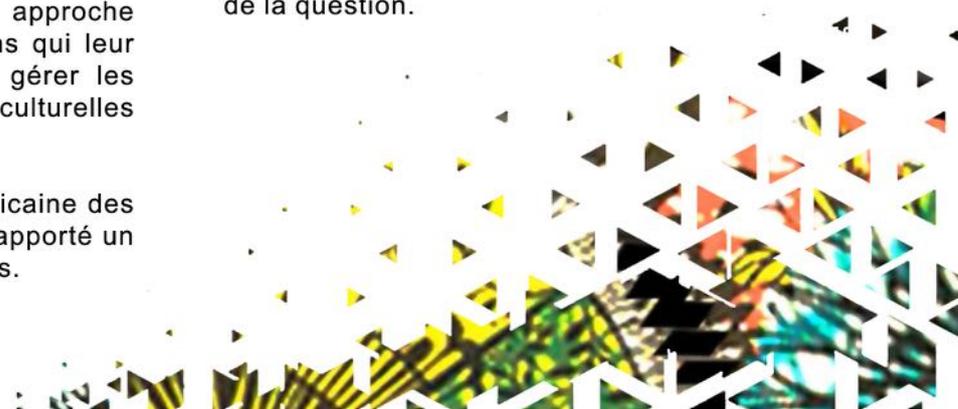
Visant à garantir la pertinence des Sciences humaines et sociales (SHS) dans les agendas 2030 et 2063 et à consolider le leadership de l'UNESCO dans les débats d'idées contemporains, ce programme a mis l'emphase sur la « Conférence mondiale des Humanités (CMH). Défis et responsabilités pour une planète en transition ». Cette dernière a connu une réussite totale avec environ un millier de participants venus de 60 pays. Son objectif principal, qui consistait à refonder et à redynamiser les Humanités dans un monde qui change, en étudiant, dans une approche polycentrique, les modalités et conditions qui leur permettraient de comprendre et mieux gérer les transformations sociales et culturelles contemporaines, a été largement atteint.

Pour préparer la CMH, la Conférence Africaine des Humanités (CAH), le bureau de Dakar a apporté un appui technique et financier au processus.

Les deux consultants recrutés par l'UNESCO ont réalisé un état des lieux critique du rayonnement des Humanités en Afrique. La CAH s'est tenue avec succès du 28 juin au 1 juillet 2017. Plusieurs recommandations fortes ont été faites dans la perspective de « Transformer l'ordre épistémologique mondial » pour mieux orienter les « transformations sociales en cours dans les sociétés africaines » et créer les conditions nécessaires à l'édification de « l'Afrique que nous voulons » dans un monde équitable, inclusif et respectueux de l'environnement.

Rapprocher les cultures par le dialogue et la lutte contre la pauvreté et la discrimination

Cette activité est principalement centrée autour des femmes exclues pour accusation de « sorcellerie » des centres DELWENDE à Ouagadougou. Elle allie une double action de plaidoyer et d'autonomisation des femmes. Ainsi, au titre de l'autonomisation : 11 sessions et modules relatifs à la production, l'organisation, la confiance en soi et la cohabitation apaisée, ont été délivrées. Au titre du plaidoyer, à l'issue de l'atelier sur les enjeux de la « Loi portant prévention, répression et réparation des violences faites aux femmes », le gouvernement a organisé, le 8 mars 2017, un vaste débat autour de la question.





La plateforme citoyenne d'accompagnement de la lutte contre l'exclusion, a conduit, avec succès, des actions phares incluant notamment, l'organisation, en juin 2017, de la troisième session des grands plaidoyer. Aujourd'hui, en sus de sus de sa légitimité, la plateforme a gagné la bataille de la légalité avec sa reconnaissance marquée par un récépissé dûment publié dans le Journal Officiel du Faso. Le bureau de l'UNESCO Dakar qui s'est ainsi positionné comme étant le champion de la cause des exclus au Burkina Faso a pris l'engagement de les accompagner.

Au Sénégal, dans le cadre de la réalisation du programme conjoint « Éradication des VBG et promotion des droits humains » (PC-VBG/DH), l'UNESCO Dakar a bénéficié de 13.000 USD du budget alloué aux PNUAD au sein de SHS/HQ. Cela a permis de former, avec succès, 30 professionnels (journalistes, producteurs d'émission à grande audience, directeurs de radio, administrateurs de sites) de la presse audio-visuelle et en ligne, appartenant à 13 organes sur les VBG et les droits humains. Ils ont ainsi acquis des connaissances et des compétences sur les enjeux communicationnels des notions de genre et des thèmes connexes d'inclusion sociale, de culture de la paix et de citoyenneté mondiale. Toutes les actions ont été des temps forts pour la médiatisation et le dialogue autour de l'exclusion et de la violence sociétale.

L'UNESCO Dakar, à travers le bureau national de Bamako, a apporté un soutien technique sur la situation de la mise en œuvre du projet « Appui aux enfants et filles mères victimes de la crise du Nord du Mali » dont le contrat a été signé avec la Direction Nationale de la Promotion de la Femme (DNPF) le 24 mai 2017.

Le bureau entend aussi travailler avec les autorités maliennes afin de mettre en place un projet TVET en faveur des femmes du Mali avec la MPFEF, de valoriser les questions culturelles dans la promotion des femmes du Mali, et d'impliquer davantage le MPFEF dans la mise en œuvre du projet KOICA.

Le bureau a également soutenu la forte campagne de communication des 16 jours d'activisme pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. Plusieurs émissions radio et télévisuelles ont permis de saluer les efforts coordonnés pour l'éradication des VFF et de rappeler que la quête de la justice et de la paix est au cœur du mandat et du travail du SNU et des États.

Renforcer les capacités des Comités nationaux de Bioéthique

Cette activité a été formalisée dans la région Sahel en 2016. Au Sénégal, un Groupe de Travail (GT) a été mis en place, en 2017, pour la création d'un Comité National d'Éthique et de Bioéthique (CNEB). Au Burkina, au Niger et au Mali, des rencontres ciblées ont été tenues avec les acteurs clés pour impulser les processus nationaux de mise en place de CNEB.

A la suite de la première réunion (16-02-2017) du GT-Sénégal les membres se sont assignés la tâche de conduire des concertations avec les ministres et hautes autorités concernés. Toutes ces personnalités, dûment informées de l'intérêt de la question, ont confirmé la pertinence et le besoin actuel de la création d'un tel comité, notamment dans un contexte où le sommet mondial sur la bioéthique est prévu au Sénégal en 2018.



La 2ème réunion du GT (13-06-2017) a permis de faire l'évaluation des concertations et de dégager des dispositions concrètes à partir des orientations reçues. Le GT a requis l'appui de l'UNESCO pour prendre en charge l'élaboration d'un projet de décret, en consultation avec la cellule juridique du MESR identifié pour le portage du projet et d'un consultant. Le GT a été informé de la sécurisation du budget du Sommet Mondial sur la Bioéthique prévu au Sénégal en mars 2018 et examiné le projet de décret qui lui a été soumis. Il a ainsi retenu que le CNEB doit être conçu comme un organe, à but non lucratif, directement rattaché à la Présidence ou à la Primature. Le GT est plus que jamais motivé pour la création du CNEB avant mars 2018.

Développer des politiques de jeunesse et appuyer l'engagement civique des jeunes

Le processus de concrétisation de la Stratégie Opérationnelle de l'UNESCO pour la Jeunesse a permis de couvrir tous les pays de la région Sahel. Avec l'appui de l'UNESCO Dakar, la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ) et son document stratégique du Niger et la Lettre de Politique Sectorielle de la Jeunesse du Sénégal actualisés ont été publiés en 2017.

Au Niger la synergie des secteurs (SHS-ED) initié dans le cadre du Projet d'Alphabétisation des Jeunes filles et Femmes au Sénégal (PAJEF) a été répliquée dans le cadre d'un projet pilote.

Dans le sillage de célébration du 10ème anniversaire de la charte africaine de la jeunesse (Banjul +10), un forum africain de la jeunesse a été organisé à Banjul, en mai 2017. Le forum avait la double visée de saluer la transition démocratique pacifique connue par La Gambie et de réfléchir sur le rôle des mouvements de jeunesse dans la consolidation de la démocratie en Afrique. L'UNESCO Dakar, en partenariat avec le CODESRIA, Article 19 et plusieurs acteurs, a ainsi fourni aux jeunes africains une tribune pour échanger avec leurs frères et sœurs de la Gambie.

L'association Académie Culturelle de Guédiawaye (Sénégal), dont le promoteur est un membre actif du réseau PAYCOP, a bénéficié d'un appui financier modeste et d'un soutien technique pour la réalisation de son projet « Tek Thi Beat pour la culture de la paix » dont l'objectif principal est l'encadrement éducatif et social de la jeunesse pour la culture de la paix entrant dans le cadre du plan d'action retenu à Banjul.





LA CULTURE,
FORCE MOTRICE
DE PAIX

Protéger et transmettre le patrimoine ouest-africain

En termes d'appui à la conservation des sites du patrimoine mondial en Afrique de l'Ouest, l'année 2017 a été essentiellement marquée par le renforcement des outils de gestion des sites et des travaux de réhabilitation.

Plusieurs sites de la sous-région se sont dotés de nouveaux plans de gestion, notamment : les Cercles mégalithiques de Sénégalie, fruit d'une collaboration entre le Sénégal et la Gambie ; le Parc national des oiseaux du Djoudj au Sénégal ; les Ruines de Loropéni au Burkina Faso et enfin l'ensemble des sites du patrimoine mondial au Mali.

Des travaux de réhabilitation d'urgence ont été opérés sur la batterie Nord de l'île de Gorée afin de combler des brèches causées par l'effet de l'érosion côtière. A ceci s'ajoutent des travaux majeurs de réhabilitation du patrimoine détruit qui ont été conduits au Mali.

Aujourd'hui, les sept pays d'Afrique de l'Ouest couverts par le Bureau régional de l'UNESCO à Dakar comptent 17 sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

La Guinée Bissau est le seul pays à ne pas être encore représenté sur cette Liste bien qu'elle possède une richesse patrimoniale d'exception. C'est pourquoi le Bureau continue, avec la collaboration de l'Institut de Protection de l'Environnement (IBAP) et d'autres partenaires, d'appuyer le pays pour préparer les dossiers d'inscription sur la liste du Patrimoine Mondial de l'archipel des Bijagos, site d'une grande importance naturelle.



Sept sites exceptionnels : une tournée photographique pour reconnecter les jeunes avec leur patrimoine

L'exposition photo Sept sites exceptionnels, conçue pour mettre en valeur le patrimoine sénégalais, a connu un grand succès auprès du jeune public sénégalais. Elle a été sollicitée par divers partenaires locaux tels que la SODEFITEX, l'Alliance française etc., et a tourné dans plusieurs régions du Sénégal (Tambacounda, Kolda, Kaolack, Dakar) avec la participation de centaines de jeunes et écoliers. Présentement affichée de manière permanente et en accès libre à l'Université Cheikh Anta Diop, cette exposition peut être découverte par ceux qui le souhaitent. Toujours dans cette optique de reconnecter les jeunes avec leur patrimoine, le Bureau de Dakar a également développé une application mobile, **VUE d'Afrique**, mettant en valeur les sites du patrimoine mondial de l'Afrique de l'Ouest avec une première version pilote consacrée au Sénégal.



Cercles Mégalithiques de Ségambie © Layepro



VUE d'Afrique
Disponible sur Playstore

Trafic illicite des biens culturels : un nouvel élan pour la coopération sous régionale

L'expérience du Mali, à l'image du Moyen-Orient, a montré que la destruction du patrimoine culturel en cas de conflits alimente le trafic illicite des biens culturels (TIBC) et contribue à financer les groupes extrémistes. Occupant la troisième position après les trafics d'armes et de drogues, c'est un phénomène qui gagne de plus en plus de terrain dans le monde mais également dans la région du Sahel, et qui requiert ainsi un renforcement des mesures de prévention et de lutte. Une réponse conjointe est aujourd'hui impérative. C'est pourquoi le bureau de Dakar s'est efforcé, cette année, de redynamiser la coopération entre les pays de la sous-région, en ciblant 5 pays de la bande du Sahel à savoir : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger ainsi que le Sénégal.

L'objectif étant d'initier une action conjointe de lutte contre le TIBC avec une composante nationale et sous régionale, la démarche adoptée s'est voulue innovante et pragmatique, axée à la fois sur l'élargissement des partenariats, l'amélioration de la documentation sur le phénomène, l'élaboration d'un document de projet et la mobilisation de fonds. Ainsi, le bureau a mobilisé les Directeurs du patrimoine et de musées des 5 pays, les forces de sécurité et de l'ordre (police, douane, armée), INTERPOL, UNOWAS et ONUDC etc. afin de définir ensemble les grandes orientations de ce projet conjoint. Ces dernières étant : le renforcement des capacités nationales, l'amélioration de la gestion des connaissances autour du patrimoine culturel immobilier, le renforcement des cadres législatifs nationaux, et enfin une meilleure sensibilisation des populations.

Ce projet reflète ainsi le nouvel élan impulsé dans la région du Sahel par la Résolution 2347 du Conseil de Sécurité des Nations Unies avec des opportunités de coopération et de financement qui se dessinent.

Faire vivre le Patrimoine Culturel Immatériel par la transmission et la participation des communautés

On constate aujourd'hui un fossé grandissant entre les générations concernant la transmission du savoir et des savoir-faire. Or, les espaces d'échanges et de dialogue sont des éléments essentiels à la réduction de ce fossé. C'est ainsi que le Bureau de Dakar a initié sur l'île de Gorée une série de dialogues intergénérationnels. Ce sont des « waxtanes » sous l'arbre à palabre où les anciens et les plus jeunes de l'île abordent des questions de « vivre ensemble » liées à la préservation de ce patrimoine dont ils sont garants ; une occasion pour les plus jeunes d'en apprendre plus sur les techniques traditionnelles de réhabilitation de bâtiments, de lutte contre l'érosion et tant d'autres problématiques auxquelles l'île mémoire a été et continue d'être confrontée.

Outre la notion de transmission, documenter les éléments du patrimoine culturel immatériel (PCI) à travers des inventaires fait partie intégrante de leur sauvegarde.



Ces inventaires peuvent sensibiliser à l'importance que revêt le PCI pour les identités individuelles et collectives. Ils encouragent également la créativité et renforcent l'estime de soi chez les communautés et les individus, source des expressions et des pratiques de ce patrimoine. Cette année, le Burkina Faso et le Mali ont clôturé deux grands projets d'inventaires qui ont été réalisés avec l'appui du fonds de Sauvegarde du Patrimoine Culturel Immatériel. Au Mali, il a été question d'appuyer la mise en œuvre d'un inventaire de son patrimoine culturel immatériel ayant subi des dégâts considérables suite à l'occupation des régions du nord et du centre-est du pays par des groupes armés et des extrémistes. Si le contexte d'urgence n'est pas le même pour le Burkina Faso, un même exercice d'inventaire a été effectué afin de fournir des données quantitatives et qualitatives sur les éléments du PCI présents sur le territoire burkinabé, de cerner leur état de viabilité et d'assurer leur promotion. Le Bureau a également appuyé le Gouvernement du Sénégal dans le lancement d'un exercice d'inventaire national. Enfin, un effort particulier a été fait pour mobiliser des fonds.

Soutenir des secteurs culturels dynamiques et les libertés fondamentales

La Musique est aussi une affaire de femmes: *Saviez-vous que les femmes représentent seulement 30% du secteur de la musique en Afrique de l'Ouest ? 90% travaillant dans les domaines*

de la couture et de la coiffure et 60% dans le domaine de la chorégraphie.

L'UNESCO est convaincue que la protection et la promotion de la créativité ne peuvent se faire sans le respect de principes fondamentaux que sont la liberté d'expression et de création, ainsi que l'égalité des sexes. C'est pourquoi, le Bureau de l'UNESCO à Dakar travaille à la défense et à la promotion des droits des femmes dans le secteur de la musique en se penchant sur la construction de « role models », pouvant inspirer et pousser les jeunes femmes africaines dans la poursuite de carrières diversifiées dans ce secteur. La première phase de ces efforts a consisté cette année en des actions de plaidoyer et de réflexion stratégiques à travers trois ateliers en partenariat avec Tringa Musique, l'Association des Musiciens du Sénégal (AMS) et Africultururban (Urban women week) ainsi que la Conférence régional ACCES 2017 Music in Africa en novembre.

Renforcement des capacités

Le Bureau a appuyé la préparation des Rapport Périodiques Quadriennaux (RPQ) du Burkina Faso et du Niger. Ce travail de réflexion, d'évaluation et de mise en valeur des politiques publiques en faveur de la création, de la production et de la distribution des biens et services culturels a impliqué aussi bien la participation des institutions que celle de la société civile et a permis d'aboutir à la restitution du 2ème RPQ du Burkina Faso en juin 2017. Un appui renforcé a également été fourni au centre de catégorie 2 CERAV au Burkina Faso.

Focus Mali

Réussite de la Phase I du Programme de réhabilitation du patrimoine culturel et de sauvegarde des manuscrits anciens du Mali

La première phase du programme Patrimoines endommagés des régions nord du Mali : Sauvegarde, Reconstruction, Réhabilitation et Revitalisation s'est achevée avec succès en 2017. Une Conférence Internationale organisée à Bamako par l'UNESCO et ses partenaires a été l'occasion de faire le bilan de l'action et des résultats obtenus. La réussite de cette première étape pilotée par l'UNESCO tient à la pleine implication des communautés locales et des partenaires techniques et financiers. De la sorte, 20 mausolées ont été reconstruites, 3 mosquées réhabilitées ainsi que 6 bibliothèques de manuscrits anciens. 60,600 manuscrits anciens ont été sauvegardés, et le monument Al-Farouk reconstruit. Au-delà de ces résultats visibles et dénombrables, ces actions ont eu un impact important sur la restauration de la dignité des communautés locales, mais aussi sur les efforts de construction de la paix, sur la cohésion sociale et la réconciliation nationale. <https://fr.unesco.org/news/rehabilitation-du-patrimoine-culturel-sauvegarde-manuscrits-anciens-du-mali-heure-du-bilan>

Démarrage de la Phase II

Cependant, dans un contexte où la crise persiste et progresse vers le sud du pays, il est essentiel de poursuivre les efforts engagés. Dans le cadre de la Phase II du programme, le bureau de l'UNESCO à Bamako avec ses partenaires, tout particulièrement la Direction Nationale du Patrimoine Culturel, a assuré la continuité des efforts de réhabilitation engageant un premier travail dans la création de musées de sites, à savoir : les mausolées des saints de Tombouctou, le musée Al Mansour Korey, le musée municipal, ainsi que les mosquées Sankoré et Sidi Yahia. Une attention particulière a été consacrée à la sauvegarde des manuscrits anciens. Avec ses partenaires SAVAMA-DCI et l'Institut des hautes études et des recherches islamiques Ahmed Baba, l'UNESCO a contribué à la fabrication de 2000 boîtes de conservation, de 15 000 répertoires ainsi qu'au catalogage de 4000 manuscrits. Egalement, un nouveau travail d'exploitation de contenus a été initié, ainsi que des études critiques et thématiques des manuscrits, dont les résultats seront publiés en mars 2018.

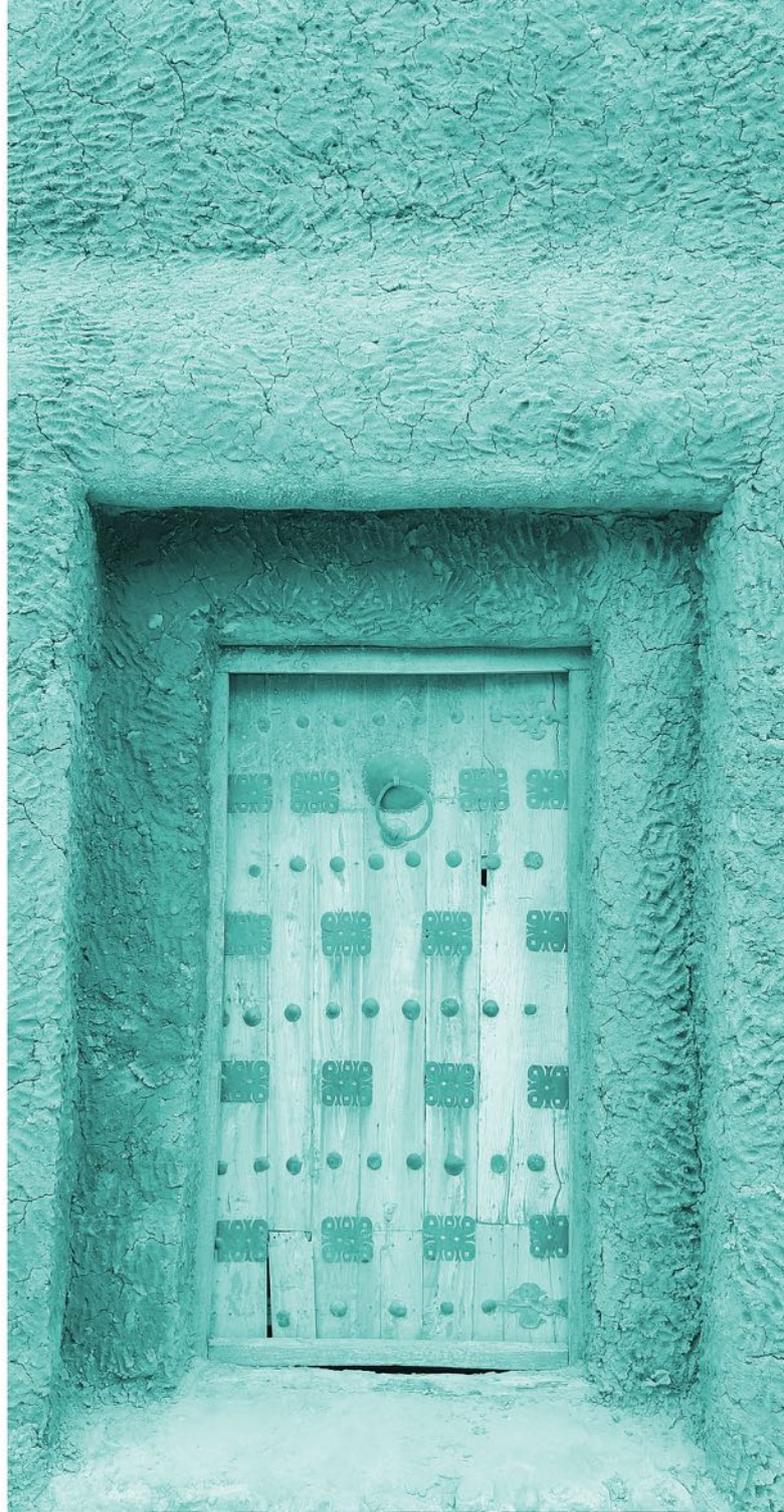
Afin d'améliorer la gestion des quatre sites maliens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, les efforts se sont focalisés sur la mise à jour des plans de gestion. Ce processus a impliqué différentes communautés et parties prenantes qui ont participé à des travaux de concertation à Djenné, Tombouctou, Bandiagara et Gao. Aussi, les premiers éléments du dossier de candidature pour l'inscription du Kamablou (Case sacrée) de Kanagaba et ses sites associés ont été produits avec le soutien du Fonds de Patrimoine mondial.

Protection renforcée du Tombeau des Askia

Entre autres, un certain nombre de mesures ont été prises pendant 2017 afin d'assurer une protection plus effective et intégrale du Tombeau des Askia, et cela dans le cadre du IIe Protocole de la Convention de 1954. Des formations des forces de sécurité, l'élaboration d'un plan d'urgence et d'un premier inventaire ainsi que le début de révision et de mise à jour des textes législatifs ont été effectués grâce au Fonds de la Convention de 1954. Par ailleurs, suite à l'effondrement d'une partie du toit pendant les pluies, une expertise d'urgence a été conduite par un expert ICOMOS afin de fournir des éléments diagnostiques pour sa réhabilitation. Une campagne de sensibilisation de la population, notamment auprès des jeunes, a été également menée autour du site.

Formation des forces de défense et sécurité

Au cours de 2017, les formations régulières dispensées aux forces de maintien de la paix MINUSMA sur la protection du patrimoine malien se sont poursuivies. De plus, le travail avec les forces nationales entamé en 2016 a été renforcé avec deux ateliers de formation (22-23 juin à Ségou, 25-27 octobre à Bamako) visant à intégrer la protection du patrimoine dans leurs opérations de sécurité et de défense. Grâce à un financement du Gouvernement Suisse, de nouveaux outils de formation ont été développés et testés. http://www.unesco.org/new/fr/dakar/about-this-office/single-view/news/un_nouvel_elan_dans_la_protection_du_patrimoine_culturel_ma/



Lutte contre le trafic illicite de biens culturels

Afin de contrer le trafic illicite de biens culturels qui connaît une nette hausse dans le pays depuis la crise, l'UNESCO a poursuivi ses efforts en 2017 dans le domaine de prévention, sensibilisation et renforcement des capacités. Sur la base d'une étude diagnostique de la situation, l'accent a été mis sur la sensibilisation et l'implication des communautés dans les régions plus touchées. Ainsi, trois ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités sur le trafic illicite des biens culturels ont été organisés, à Tombouctou (17-18 février 2017), Gao (7-8 novembre 2017) et Bandiagara (14-15 novembre 2017).

http://www.unesco.org/new/fr/dakar/about-this-office/single-view/news/un_nouvel_elan_dans_la_protection_du_patrimoine_culturel_mali/

Le Bureau de Bamako a également organisé la première édition des « Équations Nomades » en janvier 2017. L'évènement aurait permis à des jeunes maliens de rencontrer des artistes internationaux et de s'initier à différentes disciplines artistiques.

Journal rappé sur la protection du patrimoine culturel

Afin que ce travail engagé au Mali prenne tout son sens, il est essentiel que les populations soient informées et se sentent concernées par la protection de leur patrimoine. C'est pourquoi une attention particulière a également été portée sur cette nécessité de reconnaissance – et plus spécialement par les jeunes –, avec le tournage et la diffusion d'un journal rappé sur la protection du patrimoine culturel malien. Il s'agit là d'une première activité qui s'inscrit dans un processus appelé à se poursuivre en 2018.

<https://www.youtube.com/watch?v=Rh1-pbTydq8>





COMMUNICATION,
LIBERTE D'EXPRESSION
ET ACCES
A L'INFORMATION

En tant qu'agence des Nations Unies ayant le mandat spécifique de promouvoir « la libre circulation des idées par le mot et l'image », l'UNESCO vise à favoriser la mise en place de médias libres, indépendants et pluralistes. Le développement des médias encourage la liberté d'expression et contribue au renforcement de la paix, des droits de l'homme, de la lutte contre la pauvreté et au développement durable. L'UNESCO œuvre également à construire des sociétés du savoir et à assurer aux communautés locales l'accès, la préservation et le partage de l'information et du savoir.

Promouvoir un environnement propice à la liberté d'expression, la sécurité des journalistes, et leur professionnalisme

Favoriser l'environnement pour la liberté d'expression, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes

Le secteur Communication et Information du Bureau de l'UNESCO Dakar travaille sur le développement des capacités des journalistes et des médias, les questions de liberté de la presse et de liberté d'expression, et organise des formations pour les forces de sécurité sur la liberté de la presse et la sécurité des journalistes, dans le cadre du Plan d'Action des Nations Unies pour la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

En 2017, des formations des forces de l'ordre ont eu lieu en partenariat avec le HCDH, OIF, EUCAP Sahel-Mali et Article 19, en Gambie, au Mali, au Sénégal, et au Burkina Faso. Au Mali, le manuel de formation produit par l'UNESCO sur le maintien de l'ordre et le respect de la liberté d'expression a été adopté officiellement par l'École de maintien de la paix et par le ministère de la Sécurité et de la Protection civile du Mali, pour assurer que la liberté d'expression et la sécurité des journalistes contribuent à la paix et à la sécurité dans la sous-région.

Le PIDC – programme international pour le développement de la communication - est le seul forum multilatéral des Nations Unies ayant pour objectif de mobiliser la communauté internationale pour débattre et assurer le progrès des médias dans les pays en développement. Ce programme a apporté une assistance aux projets relatifs aux médias dans le Sahel, visant à établir les conditions favorables à l'essor de médias libres et pluralistes, avec un accent particulier sur l'égalité des genres dans les médias, le renforcement des radios communautaires, et la sécurité des journalistes.



Promouvoir des médias pluralistes et le professionnalisme journalistique

Promouvoir l'égalité des genres dans les médias est une priorité pour l'UNESCO. Lancée chaque année à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, « les Femmes font l'Info » est une initiative mondiale visant à sensibiliser sur la question de l'égalité des genres dans et par les médias, à animer le débat et à encourager des solutions orientées vers l'action jusqu'à ce que les objectifs globaux soient atteints. Les célébrations de « Les Femmes font l'Info » dans le Sahel ont visé à encourager les responsables des médias à donner une juste considération à leur personnel féminin en termes d'attribution des tâches, de postes et de possibilités de développement de carrière.

Selon l'UNESCO, des médias pluralistes et diversifiés donnent au public la possibilité de s'informer et d'ouvrir leurs esprits en développant leur sens critique. De plus l'UNESCO Dakar a contribué à la mise en place de médias communautaires en assurant la révision des législations concernant la liberté de la presse, la liberté d'expression, et l'accès à l'information dans le Sahel, ainsi que la formation professionnelle des journalistes. Une attention particulière a été donnée à la Gambie, avec le soutien de l'Union européenne.

Favoriser l'accès universel à l'information et promouvoir les sociétés du savoir

Soutenir des sociétés du savoir inclusives

L'UNESCO soutient le libre accès et aide les gouvernements à élaborer et à mettre en œuvre des politiques sur le libre accès, en favorisant des mécanismes de transfert des connaissances, en établissant des mesures de renforcement des capacités, et en documentant les réussites en Afrique. Conscient de l'absence de politiques de libre accès sur le territoire africain et le défi de l'accès à l'information scientifique et éducative dans son territoire, le ministère des Postes et des Télécommunications du Sénégal, en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes au niveau national et avec le soutien technique de l'UNESCO Dakar, a entamé un processus pour la mise en place d'une politique de libre accès dans tout le territoire sénégalais. Les résultats de ce processus seraient l'occasion, pour les chercheurs, les innovateurs, les enseignants, les étudiants, les professionnels des médias et le grand public, de collaborer tous ensemble pour la mise en place de plateformes numériques libres et accessibles à tous afin d'encourager la production, la dissémination, l'appropriation et la gestion du savoir. Le Sénégal sera le premier pays d'Afrique à mettre en place une politique de libre accès, un des leviers pour un Sénégal émergent. L'UNESCO Dakar travaille aussi dans le cadre du Référentiel TIC pour enseignants, qui illustre les compétences dont les enseignants ont besoin pour intégrer les TIC dans leur pratique professionnelle.



Soutenir l'égalité des genres dans les politiques et programmes TIC et l'entrepreneuriat des femmes

Le Bureau l'UNESCO Dakar promeut les compétences des jeunes filles à l'utilisation des TIC grâce à l'initiative UNESCO YouthMobile, créée en 2014. Elle cible les jeunes pour leur permettre d'acquérir des compétences techniques de base pour le développement, la promotion et la commercialisation des applications mobiles qui traitent des questions locales. Le 13 mars 2017, journée inaugurale de la Commission de la condition de la femme au siège de l'ONU à New York, l'UNESCO a organisé, en partenariat avec le gouvernement du Sénégal, un événement parallèle mettant en évidence les meilleures pratiques de l'initiative à reproduire dans les autres pays du Sahel.



YouthMobile Initiative © UNESCO / Sasha Rubel

Pour assurer l'adoption des politiques et programmes TIC qui soutiennent l'entrepreneuriat féminin à l'échelle régionale, l'UNESCO a organisé une conférence régionale pour l'Afrique francophone sur l'intégration du Genre dans les politiques du secteur des TIC à Dakar, Sénégal, en septembre 2017, en partenariat avec le ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Économie numérique du Sénégal, ONUFEMMES, le Centre de la CEDEAO pour le Développement du genre, la World Wide Web Foundation, l'Alliance pour l'Accès à l'Internet (A4AI), la Banque africaine de développement, et Facebook, avec la contribution du programme de l'UNESCO « Information Pour Tous ».

Cette conférence a permis de créer des alliances afin d'accélérer l'intégration de la dimension genre dans la politique des TIC en Afrique francophone pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), et plus particulièrement en ce qui concerne l'égalité des genres.





Les dépenses cumulées (Programme Régulier et financements extrabudgétaires) au titre de l'année 2017 exécutées par les secteurs de programme du bureau régional multisectoriel de l'Afrique de l'Ouest (Sahel) s'élèvent à US\$ 3.9 millions. Le montant total dépensé au titre des financements extrabudgétaires s'élève à US\$ 3.2 millions contre US\$ 0.7 millions provenant des fonds du programme ordinaire. L'activation du plan de contingence en août et octobre 2017 et le gel d'une partie importante des budgets disponibles au titre du programme ordinaire qui s'en est suivi, a eu un impact significatif sur les niveaux d'exécution de nombreux programmes en 2017.

Les financements extrabudgétaires ont, par contre, connu un niveau d'exécution relativement élevé grâce notamment aux différents projets de sauvegarde des patrimoines endommagés dans les régions nord du Mali et le projet d'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes au Mali. Ces projets ont fortement contribué à la performance affichée en 2017 pour les financements extrabudgétaires. Des chiffres mettent cependant en lumière l'importance des financements extrabudgétaires dans la mise en œuvre des programmes de l'Organisation dans la région.

Le tableau ci-dessous indique la répartition des dépenses entre les différents secteurs de programme, les principales sources de financement mises en œuvre en 2017 ainsi que le poids relatif de chaque secteur par rapport au volume total des dépenses engagées par l'ensemble du bureau régional.

Secteur	Dépenses au titre du programme ordinaire (\$)	Dépenses au titre des projets extrabudgétaires (\$)	Dépenses totales (\$)	Programme ordinaire (%)	Projets extrabudgétaires (%)	Poids des différents secteurs (%)
ED	289 244	1 894 322	2 183 566	42%	59%	56%
CLT	145 962	891 237	1 037 199	21%	28%	27%
SHS	127 818	8 262	136 080	18%	0%	3%
SC	88 472		88 472	13%	0%	2%
CI	45 196	398 509	443 705	6%	12%	11%
Total	696 692	3 192 330	3 889 022	100%	100%	100%

Le tableau ci-dessous donne un peu plus de détail sur le poids relatif des bureaux de Dakar et Bamako dans les montants exécutés ainsi que la contribution de chaque secteur de programme à cette performance par source de financement. Il illustre en données comparées les parts relatives financements extrabudgétaires/programme "ordinaire dans les interventions de l'UNESCO dans les pays couverts par le bureau régional multisectoriel de l'Afrique de l'Ouest (Sahel).

Secteur	Dépenses au titre du programme ordinaire (\$)			Dépenses au titre du programme extrabudgétaire (\$)		
	Dakar	Bamako	Total	Dakar	Bamako	Total
ED	285 950	3 294	289 244	973 524	920 798	1 894 322
CLT	145 962		145 962	20 384	870 853	891 237
SHS	107 783	20 035	127 818		8 262	8 262
SC	62 499	25 973	88 472			0
CI	45 196		45 196	370 961	27 548	398 509
Total	647 390	49 302	696 692	1 364 869	1 827 461	3 192 330

EDUCATION

1. Le programme de renforcement des capacités pour l'éducation (CapED) est l'une des réponses opérationnelles clés de l'UNESCO pour renforcer les systèmes et aider les pays à atteindre leurs priorités nationales dans le contexte de l'ODD4. Ce programme est financé par un groupe de donateurs que sont Dubai Cares, la Finlande, la Norvège et la Suède.

2. Pour plus d'information, veuillez consulter la page web du TALENT : <http://www.education2030-africa.org/index.php/fr/groupe-regional-de-coordination/equipes-de-travail/enseignement-et-apprentissage-talent>

3. 19 pays ont participé à l'enquête sur les systèmes nationaux d'évaluation des apprentissages en Afrique subsaharienne. Les résultats complets seront publiés au premier trimestre 2018.

4. Les 17 pays sont : Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Kenya, Mali, Tanzanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Somalie et Zambie. Pour plus d'information sur cette activité, veuillez consulter la page web de l'atelier : <http://education2030-africa.org/index.php/fr/atelier-6122017>

5. Ce paquet de ressources est constitué d'un Guide politique sur l'intégration des langues et cultures africaines dans les systèmes éducatifs, d'études diagnostiques menées dans quatre pays (Burkina Faso, Gambie, Niger et Sénégal) et le rapport de synthèse, d'un Cadre d'orientation curriculaire pour l'éducation bilingue (CoFEB), d'un Programme de formation pour les formateurs de l'éducation bilingue (ProFEB) et d'Outils d'accompagnement: le Manuel de formation pour l'usage de la recherche action participative + la Bibliothèque virtuelle/REL.

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

1. UNECA, Profil socio-économique de l'Afrique de l'Ouest en 2014 et Perspectives en 2015, Mai 2015.

CULTURE

1. Mot wolof qui signifie « discussion »



EDUCATION

- Lou Garçon, « Au Sénégal, des consultations pour améliorer les conditions de vie en prison », RFI, 25 mai 2017 : <http://www.rfi.fr/afrique/20170525-senegal-consultations-ameliorer-conditions-vie-prison>
- Essi Brathold, « D'après l'Unesco, le Togo doit renforcer la lutte contre les violences du genre en milieu scolaire », Togo Top Infos, 24 août 2017 : <https://www.togotopinfos.com/2017/08/24/dapres-lunesco-letdoit-renforcer-la-lutte-contre-les-violences-du-genre-en-milieu-scolaire>
- Nellie Peyton, « Hold states accountable for Africa's education shortfalls », Reuters, 25 octobre 2017 : <https://www.reuters.com/article/us-education-africa-governments/hold-states-accountable-for-africas-education-shortfalls-says-unesco-idUSKBN1CU2F0>
- Amzath Fassassi, « Rendre compte de la gestion de l'éducation », Scidev, 2 novembre 2017 : <https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/education/actualites/education-reddition-de-compte.html>
- « Promoting human rights education in West Africa », Modern Diplomacy, 2 décembre 2017 : <http://modern diplomacy.eu/2017/12/02/promoting-human-rights-education-in-west-africa/>
- Julien Chongwang, « Repenser les systèmes d'évaluation dans l'éducation », Scidev, 11 décembre 2017 : <https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/actualites/evaluation-apprentissageeducation.html?b=fbb277905c67ac8f363f7a22e50eb95b>
- Pape Coly NGOME, « Alphabétisation et formation professionnelle : la Mauritanie veut s'inspirer du modèle sénégalais », Le Soleil, 21 octobre 2017 : <http://www.lesoleil.sn/component/k2/item/71317-alphabatisation-et-formation-professionnelle-la-mauritanie-veut-s-inspirer-du-modele-senegalais.html>

SCIENCES NATURELLES

- Marta Moreiras, « Las mujeres senegalesas reclaman su espacio en la ciencia », El País, 7 mars 2017 : http://elpais.com/elpais/2017/03/03/planeta_futuro/1488555273_441511.html
- « Gestion des ressources en eau dans le Sahel : formation sur les techniques d'acquisition et de gestion des données », H2O, mai 2017 : <http://www.h2o.net/instantanes-2017/instantanes-mai-2017.htm>

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

- « Grand plaidoyer pour l'inclusion sociale des femmes victimes d'accusation de sorcellerie », China National News, 2 juin 2017 : <http://www.chinanationalnews.com/news/253426876/grand-plaidoyer-pour-linclusion-sociale-des-femmes-victimes-daccusation-de-sorcellerie-in-french>
- Amath Sigui NDIAYE, « Violences basées sur le genre : Les professionnels des médias invités à promouvoir l'équité », Le Soleil, 25 octobre 2017 : <http://www.lesoleil.sn/2016-03-22-23-29-31/item/71493-violences-basees-sur-le-genre-les-professionnels-des-medias-invites-a-promouvoir-l-equite.html>

CULTURE

- Emmanuelle Landais, « Heritage, Hashtags and how UNESCO is promoting Africa », RFI, 19 mai 2017 : <http://en.rfi.fr/culture/20170519-heritage-hashtags-and-how-unesco-promoting-africa>
- Guillaume Thibault, « F. Baba Keita : «Les manuscrits anciens, objet du nouveau trafic illicite», RFI, 22 juillet 2017 : <http://www.rfi.fr/emission/20170722-f-baba-keita-art-manuscrits-anciens-trafics-illicites-oeuvres-art>
- « Table ronde sécurité et Unesco sur le patrimoine », MIKADO FM, 26 octobre 2017 : <https://soundcloud.com/mikado-fm/table-ronde-securite-et-unesco-sur-le-patrimoine>
- Ndiol Maka SECK, « Trafic illicite des biens culturels : Vers une lutte conjointe dans la région du Sahel », le Soleil 21 juillet 2017 : <http://www.lesoleil.sn/2016-03-22-23-38-25/item/67485-trafic-illicite-des-biens-culturels-vers-une-lutte-conjointe-dans-la-region-du-sahel.html>

COMMUNICATION ET INFORMATION

- Sofia Christensen, « Gambian Media Thriving Since Jammeh's Departure », Voice Of America, 14 juin 2017 : <https://www.voanews.com/a/gambia-media-thriving-since-yahya-jammeh-departure/3900306.html>
- « Journalists must be alerted to extremist propaganda - Minister Jawo », The Standard, 13 juin 2017 : <http://standard.gm/site/2017/06/13/journalists-must-alerted-extremist-propaganda-minister-jawo/>
- Noël Ndong, « Afrique de l'Ouest: Afrique francophone - La dimension genre au centre d'une conférence régionale à Dakar », AllAfrica, 28 septembre 2017 : <http://fr.allafrica.com/stories/201709290357.html>



**Bureau régional
de Dakar**

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

• Bureau régional pour l'Afrique
de l'Ouest (Sahel)
• Almadies, Route de la plage
de NGOR



+221 33 864 96 00



unesco.org/dakar



facebook.com/UNESCODAK/

Equipe de réalisation
Guiomar Alonso Cano
Marion Piccio
Salif Djibril Ba

Conception graphique
Salif Djibril Ba

Dakar, Janvier 2018